

Convention collective nationale

**IDCC : 1468. – CRÉDIT MUTUEL
(29 juin 1987)**

AVENANT DU 17 JANVIER 2012

RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL

NOR : ASET1250586M

IDCC : 1468

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions des lois n° 82-915 du 28 octobre 1982 et n° 85-10 du 3 janvier 1985, les parties ont convenu le 20 novembre 1985 de constituer le comité de groupe national Crédit mutuel.

Elles considèrent que le comité de groupe s'inscrit dans une volonté de dialogue social et doit contribuer à la qualité des relations humaines et à la participation de l'ensemble des composantes du Crédit mutuel à son développement. Il apparaît ainsi comme un lieu de réflexion et d'échanges réciproques sur les perspectives du groupe et des organismes qui le composent. Le comité de groupe est ainsi une structure d'information et de dialogue social qui doit prendre en compte les évolutions intervenues ces dernières années au sein des groupes de Crédit mutuel, ainsi que l'organisation non centralisée caractérisée par le principe de subsidiarité au sein du Crédit mutuel.

Les parties font en conséquence le constat suivant :

- qu'en raison de l'organisation et du mode de fonctionnement spécifique du Crédit mutuel, les fédérations régionales disposent d'une autonomie de gestion qui leur confère, de fait, un véritable rôle de société dominante vis-à-vis de leurs filiales ;
- que des comités de groupe ont été créés au sein des différents groupes du Crédit mutuel dont le périmètre évolue régulièrement. Les parties prennent acte de l'existence de trois comités de groupe fédéraux ou interfédéraux à la date de signature du présent accord et du fait que leur existence conditionne l'application et l'équilibre général de cet accord fondé sur une répartition de l'information au niveau le plus adéquat ;
- que l'activité du Crédit mutuel s'étant diversifiée depuis quelques années, il est nécessaire de consolider au niveau le plus pertinent les résultats de ses différentes filiales ;
- que les informations collectées au niveau confédéral concernant les résultats des filiales des fédérations sont nécessairement synthétiques et globales dans le cadre des règles de consolidation financières et comptables ;
- par conséquent, le cadre le plus approprié pour une information détaillée et consolidée des partenaires sociaux est celui de la fédération. Néanmoins, le niveau confédéral fournira des informations nécessaires et suffisantes au comité de groupe national.

L'information du personnel doit donc être assurée selon les cas, soit par le comité de groupe constitué au niveau national, soit au niveau fédéral ou interfédéral par le comité de groupe mis en place, le cas échéant, ou par toute autre instance représentative.

La mise en place de telles structures d'information ne vise pas à limiter les compétences du comité de groupe national, mais à rationaliser et à optimiser la délivrance de l'information. Dans cet objectif, fondé sur le principe du niveau d'information le plus pertinent, il existe ainsi deux niveaux complémentaires d'information du personnel, d'une part, au niveau fédéral ou interfédéral et, d'autre part, au niveau national. Cela ne remet pas en cause l'objectif d'amélioration constante de l'information au sein du comité de groupe national.

En conséquence, si des évolutions structurelles conduisaient à la suppression de comités de groupe fédéraux ou interfédéraux, les parties signataires du présent accord seraient amenées à se réunir dans le mois suivant cette suppression afin de constater, le cas échéant, la perturbation de l'équilibre général de l'accord. Dans ce cas, des négociations de révision du présent accord seraient immédiatement engagées.

I. – Composition et représentation du comité de groupe national

1. Composition

Le comité de groupe national comprend l'ensemble des organismes qui relèvent de la confédération nationale du Crédit mutuel au sens des articles L. 512-55 à L. 512-59 du code monétaire et financier.

Les filiales qui constituent des « outils nationaux » Crédit mutuel entrent également dans la composition du comité de groupe national. On entend par outil national toute société au capital de laquelle sont présents l'ensemble des groupes de Crédit mutuel.

Les filiales communes à plusieurs groupes doivent être incluses au sein du comité de groupe fédéral ou interfédéral du groupe qui détient la participation la plus forte ou, dans l'hypothèse de participations égalitaires, celui qui exerce le contrôle effectif de la filiale.

2. Représentation

Le président de la confédération nationale du Crédit mutuel préside le comité de groupe national. Il peut se faire représenter. Il est assisté de deux personnes de son choix. Il peut se faire assister par toute personne dont les compétences lui semblent utiles pour traiter une question portée à l'ordre du jour.

La représentation du personnel au comité de groupe national est la suivante :

- d'une part, 25 membres désignés par les organisations syndicales parmi leurs élus titulaires ou suppléants aux comités d'entreprise ou d'établissement de l'ensemble des organismes composant le groupe ;
- d'autre part, 2 représentants désignés par chaque organisation syndicale représentative au plan national, parmi les salariés des organismes composant le groupe. Ces derniers n'ayant pas de voix délibérative ne participent pas aux votes, désignations et résolutions du comité de groupe.

Les parties constatent que les élections professionnelles des comités d'entreprise ou d'établissement au sein des organismes composant le groupe se font désormais majoritairement sur une répartition sur deux collèges électoraux, sous les dénominations suivantes : collège employés-gradés ou techniciens, d'une part, et collège cadres, d'autre part. Les sièges sont en conséquence répartis entre les collèges électoraux proportionnellement à l'importance numérique de chacun des deux collèges suivants : non-cadre et cadre. La représentativité des organisations syndicales dans les différents collèges est calculée à la date du 1^{er} juillet de l'année du renouvellement du comité.

Dans les organismes du groupe dans lesquels n'a été constitué qu'un collège unique, l'effectif global de ce collège sera affecté au collège non-cadre pour la répartition des sièges entre les collèges électoraux. S'agissant des désignations individuelles des membres du comité de groupe par les organisations syndicales, il est néanmoins décidé d'affecter l'élu au collège correspondant à sa catégorie professionnelle.

Les sièges affectés à chaque collège sont répartis entre les organisations syndicales proportionnellement au nombre d'élus qu'elles y ont obtenu.

Il est fait application du système de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

En fonction de cette répartition, les organisations syndicales désignent les représentants du personnel au comité de groupe parmi leurs élus titulaires ou suppléants aux comités d'entreprise.

II. – Durée des mandats et renouvellement du comité de groupe national

Les représentants du personnel sont désignés pour une durée de 4 ans, les mandats débutant et prenant fin aux mêmes dates pour tous.

Si, dans cet intervalle, de nouveaux organismes ou filiales tel que définis dans les deux premiers paragraphes de l'article 1.1 entrent dans la composition du groupe, ils ne sont pris en compte que lors du renouvellement du comité.

III. – Remplacement des membres du comité de groupe national

En cas d'empêchement momentané ou définitif d'un de leurs représentants, les organisations syndicales font connaître au président du comité de groupe le nom de la personne appelée à le remplacer.

La perte du mandat de membre du comité d'entreprise ou d'établissement d'un des organismes du groupe entraîne la perte du mandat au comité de groupe.

L'organisation syndicale procède alors à une nouvelle désignation pour la durée du mandat restant à courir.

IV. – Attributions du comité de groupe national

Le comité de groupe national du Crédit mutuel a une compétence globale pour l'examen des résultats sur base consolidée, prévisions et orientations des groupes fédéraux du Crédit mutuel.

Le comité de groupe national, instance d'information, doit permettre la réflexion et les échanges, et développer le dialogue entre les partenaires sociaux, sur la situation et les orientations stratégiques des principaux domaines d'activité du groupe.

Le comité de groupe national ne se substitue pas aux instances représentatives du personnel propres à chaque société, les comités d'établissement, les comités d'entreprise, comités centraux d'entreprise, comités de groupe fédéraux ou interfédéraux conservant l'intégralité de leurs attributions et fonctions. Le comité de groupe n'est pas, d'autre part, une instance d'appel ou de négociation ayant à traiter des problèmes spécifiques des sociétés du groupe.

Il reçoit des informations dans les domaines suivants :

- activité économique ;
- situation financière ;
- données sociales en matière d'emploi ;
- évolution des structures ;
- politique de développement ;
- orientation générale et perspectives économiques et sociales du groupe.

Il reçoit également, concernant chaque fédération et filiale constituant des outils nationaux, communication des comptes et du bilan consolidés du groupe, et du rapport correspondant du commissaire aux comptes, des comptes et des bilans consolidés des fédérations, ainsi que copie des procès-verbaux des réunions et des conclusions des expertises comptables des comités de groupe fédéraux ou interfédéraux concernant l'exercice considéré.

Il peut, pour l'examen de ces documents, se faire assister par un expert-comptable rémunéré par la confédération nationale du Crédit mutuel.

Le comité de groupe national émet des vœux ou observations que le secrétaire transmet au conseil d'administration de la confédération nationale du Crédit mutuel.

V. – Fonctionnement du comité de groupe national

Le comité de groupe désigne, à la majorité des voix, un secrétaire et un secrétaire suppléant pris parmi ses membres. Le président peut participer à cette élection. Les membres du comité de groupe empêchés d'assister à la réunion peuvent donner pouvoir à un autre membre pour voter à leur place. Un même membre ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

Le comité de groupe se réunit une fois par an en réunion statutaire sur convocation du président.

L'ordre du jour est arrêté par le président et le secrétaire et communiqué aux membres 3 semaines au moins avant la séance.

Après consultation du secrétaire, le président convoque le comité de groupe à une réunion extraordinaire, soit sur sa propre initiative, s'il estime que la nature et l'urgence d'une communication l'exigent, soit à la demande de la majorité des membres du comité.

L'ordre du jour de la séance extraordinaire comprend obligatoirement et exclusivement les points inscrits à la convocation de la réunion, et conformes aux dispositions du présent accord.

Une commission socio-économique du comité de groupe est constituée. Celle-ci comprend trois représentants par organisation syndicale représentative au Crédit mutuel et le secrétaire du comité de groupe. Elle se réunit dans les cas suivants :

- au mois de juin, pour information des partenaires sociaux sur les résultats de l'exercice précédent et sur les premières tendances pour l'exercice en cours ;
- au moins 3 semaines avant la réunion plénière du comité de groupe, pour l'étude des documents fournis. L'expert comptable du comité de groupe désigné dans le cadre des dispositions légales participe également à cette réunion ;
- sur initiative conjointe du président du comité de groupe et du secrétaire, pour information des partenaires sociaux, en cas de modification importante des conditions d'exercice de l'activité, de sinistre exceptionnel, d'un rapprochement entre fédérations susceptible d'avoir des incidences sur l'emploi, ou lors de la détermination de nouveaux axes stratégiques.

Cette réunion est organisée, en amont de la réunion du conseil confédéral qui doit statuer sur les décisions consécutives à ces événements, de manière que les propositions des membres de la commission socio-économique puissent être transmises au secrétaire du comité de groupe.

A l'exception de la réunion préparatoire à la réunion statutaire du comité de groupe, la commission socio-économique est présidée soit par le président du comité de groupe, soit par son représentant dûment mandaté. Celui-ci peut se faire assister par toute personne dont les compétences lui semblent utiles pour traiter un point porté à l'ordre du jour.

Le temps passé par les représentants du personnel aux réunions de la commission socio-économique et du comité de groupe leur est payé comme temps de travail effectif.

Chacun des représentants dispose, pour la préparation ou le suivi de chaque réunion, d'un crédit de temps d'une journée complète.

Le secrétaire du comité de groupe bénéficie en outre de 5 journées supplémentaires.

Le paiement des frais de trajet entraînés par la participation aux réunions du comité de groupe et de la commission socio-économique incombe à la confédération nationale du Crédit mutuel.

Le comité de groupe établit un règlement intérieur pour préciser les modalités pratiques de son fonctionnement.

Les membres du comité de groupe sont tenus à une obligation générale de discrétion et, sur les informations communiquées comme telles, de confidentialité. Ces obligations subsistent même après l'expiration de leur mandat.

VI. – Autres dispositions

Le présent accord annule et remplace les dispositions conventionnelles antérieures relatives au comité de groupe conformément à l'article L. 2261-8 du code du travail.

Durée, portée et suivi de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut pas être dérogé aux dispositions du présent accord, dans un sens moins favorable aux salariés, par accord d'entreprise.

Révision et dénonciation de l'accord

Le présent accord pourra être révisé sur demande de l'une quelconque des parties signataires et en cas de perte de l'équilibre général constaté par les parties signataires dans les conditions prévues au préambule de l'accord.

La partie signataire ou adhérente qui demande la révision le fait par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'ensemble des autres parties signataires.

Cette lettre indique les dispositions visées par la demande de révision et propose une rédaction des dispositions de substitution envisagées.

Dans les 3 mois suivant la réception de cette lettre, les parties concernées se rencontrent pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

La dénonciation du présent accord peut intervenir conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

Cette dénonciation se fait par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'ensemble des parties signataires. Elle est précédée d'un préavis de 3 mois.

Dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt en 2 exemplaires auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Paris, dont une version en support papier et une sur support électronique, et en 1 exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 17 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNCM.

Syndicats de salariés :

FOSAB UNSA ;

SNB CFE-CGC ;

CFTC Crédit mutuel.